



La 80e session de l'Assemblée :Générale des Nations Unies et la nécessité impérative de changer les méthodes de gouvernance de la République islamique d'Iran

En tant qu'organisation patriotique et pacifique, l'Organisation des Fadian du Peuple d'Iran (Majoritaire) a toujours soutenu les intérêts nationaux de l'Iran lorsqu'ils étaient en jeu, quelle que soit la nature du gouvernement et son attitude envers elle-même et le peuple. Notre organisation s'est toujours opposée aux sanctions coercitives (imposées par les États-Unis d'Amérique, note de la rédaction), à l'agression militaire et à l'imposition d'une guerre dévastatrice à l'Iran. Dans le même temps, nous avons souligné à plusieurs reprises la nécessité de rétablir des relations diplomatiques et une coopération économique équitable avec tous les pays, y compris les États-Unis d'Amérique.

Conformément à notre position de principe, le Conseil politique exécutif de l'Organisation des Fadian du Peuple d'Iran (Majoritaire) considère que la 80e session de l'Assemblée générale des Nations unies offre une occasion historique d'apaiser les tensions, de reprendre la voie diplomatique et d'empêcher une nouvelle attaque militaire contre l'Iran. Nous attendons des responsables gouvernementaux qu'ils ne ménagent aucun effort pour sortir de l'impasse. Nous espérons que la rencontre entre M. Pezzekian et M. Macron, ainsi que la déclaration de M. Witkoff exprimant sa volonté de revenir à la table des négociations, contribueront à surmonter la dangereuse situation actuelle « ni guerre ni paix » et porteront leurs fruits.

Il est dans l'intérêt du pays que la République islamique d'Iran n'hésite pas à déclarer sa volonté de revenir à la diplomatie et aux négociations avec les États-Unis. L'interruption des négociations entre les deux pays constitue un revers majeur pour les efforts de paix et un succès exceptionnel pour le gouvernement criminel d'Israël. M. Khamenei (« Guide suprême de la République islamique d'Iran », note de la rédaction) a déclaré que « les négociations avec les États-Unis sont néfastes ». Il ne s'agit pas

ici d'un débat sur les négociations, mais plutôt sur les conséquences néfastes de l'absence de relations diplomatiques entre les deux pays.

Cependant, la question palestinienne est au cœur des débats de la 80e Assemblée générale des Nations unies. D'un côté, le gouvernement criminel de Netanyahu, en poursuivant le génocide à Gaza, est devenu le gouvernement le plus détesté et le plus isolé au monde. D'autre part, l'idée que la création d'un État palestinien indépendant dans les territoires occupés depuis la guerre de 1967 conduira à la paix a donné lieu à la formation de la plus grande coalition internationale, à laquelle participent 142 pays à travers le monde.

L'Organisation des Fadian du Peuple d'Iran (Majoritaire) estime que l'accord conclu par 142 pays à travers le monde pour reconnaître l'État indépendant de Palestine et l'adoption de la résolution connue sous le nom de « Déclaration de New York » – rédigée à l'initiative de l'Arabie saoudite et de la France – constituent un effort symbolique, mais d'une importance historique. L'absence de l'Iran dans cet accord historique n'a pas seulement échoué à soulager la souffrance des Palestiniens et des Gazaouis sans défense, mais a également perpétué la division et la méfiance entre l'Iran et les autres pays du monde.

Dans ces circonstances très délicates, l'Organisation des Fadian du Peuple d'Iran (Majoritaire) insiste une fois de plus sur le fait que rectifier la politique de la République islamique d'Iran concernant l'occupation israélienne et se joindre à la demande mondiale en faveur d'une solution à deux États et de la formation d'un État palestinien indépendant porterait un coup sévère au gouvernement israélien occupant et constituerait également un obstacle décisif empêchant les intrigues de ce dernier d'exacerber les tensions dans les relations entre les États-Unis et l'Iran.

La triste vérité est que, compte tenu du comportement imprévisible des dirigeants américains, comme nous l'avons vu pendant la guerre des 12 jours, même si les trois conditions fixées par les trois pays européens (Allemagne, France et Angleterre, note de la rédaction) pour accepter les visites d'inspection (de l'AIEA, note de la rédaction) et surveiller les réserves d'uranium (non détruites par les bombardements israélo-américains des sites nucléaires iraniens, note de la rédaction) et négocier avec les États-Unis, rien ne garantit que le gouvernement israélien actuel et les éléments les plus radicaux de l'administration Trump n'agiront pas de la même manière qu'ils l'ont fait en juin dernier. Nous sommes conscients que nous ne pouvons et ne devons jamais croire que le changement de politique étrangère du pays supprimera nécessairement la pression des sanctions ou réduira le risque d'une nouvelle attaque militaire contre le pays. C'est pourquoi, avec d'autres forces patriotiques iraniennes, nous exigeons le renforcement de la puissance défensive du pays afin de protéger nos frontières aériennes, maritimes et terrestres.

Notre pays ne sera pas en mesure de résister aux pressions qui pourraient s'intensifier si le fossé et la méfiance entre les dirigeants et la population sur la scène politique nationale restent aussi importants. Un gouvernement dépourvu de solidarité nationale et de la confiance des groupes sociaux protestataires ne sera jamais en mesure de diriger le pays en toute sécurité et de le sortir de cette crise qui ne cesse de s'aggraver. La réduction des peines d'un certain nombre de prisonniers politiques n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan. La tendance croissante à prononcer et à exécuter des condamnations à mort doit être stoppée, et tous les prisonniers politiques doivent être libérés. Toutes les restrictions imposées aux

activités publiques et juridiques des personnalités politiques et des partis qui jouissent de la confiance du peuple doivent être levées immédiatement. Les convocations illégales doivent cesser. La Radio-Télévision de la République Islamique d'Iran doit être soustraite au contrôle des factions et devenir un média qui reflète la réalité riche et diversifiée de la société iranienne. Le gouvernement doit engager un dialogue direct avec les militants de l'opposition politique et les militants des droits civils.

L'Organisation des Fadian du Peuple d'Iran (Majoritaire) est convaincue, en ces jours critiques et historiques, que la défaite des entreprises bellicistes et l'instauration de la paix en Iran dépendent de changements fondamentaux et radicaux dans les politiques intérieure et étrangère de la République Islamique d'Iran. L'adhésion de l'Iran à l'une des plus grandes coalitions mondiales en faveur de la solution à deux États et la reconnaissance de l'État indépendant de Palestine revêtent une grande importance. Ce n'est que de cette manière que notre pays et notre peuple pourront résister à l'agression et à la pression étrangères.

Le Comité Exécutif Politique de l'Organisation des Fadian du Peuple d'Iran (Majoritaire)

Jeudi 3 Mehr 1404 (25 septembre 2025)